

vables susceptibles d'avoir recours aux biens d'équipement et aux services canadiens. Grâce à ce mécanisme, le pays étranger sait qu'il pourra se prévaloir du financement de la SEE pour des exportations en provenance du Canada, selon des modalités de remboursement prédéterminées. Fait sans précédent, en 1979, la Société a signé une ligne de crédit de \$2 milliards avec la République populaire de Chine, pour une durée de cinq ans. A la fin de l'année, sept lignes de crédit étaient en place, soit \$4,5 milliards en tout...

[Ont une] grande participation, dans les montages financiers de la SEE, les banques à charte et autres institutions financières canadiennes. En 1979, la participation des banques commerciales a dépassé \$624 millions, dont près de \$252 millions en participations et prêts garantis, et près de \$372 millions en prêts conjoints et financements parallèles, sans recours contre la SEE ni garantie de sa part... La SEE et le milieu bancaire canadien sont tous deux désireux d'apporter un appui financier aux exportateurs canadiens, et la mise en commun des ressources et services nécessaires assure la disponibilité de cet appui.

Les services d'assurances de la Société jouent un rôle important pour faciliter le financement requis par les exportations. En fournissant des assurances-crédits et des garanties connexes, la SEE permet aux exportateurs canadiens d'évoluer sur la scène internationale avec moins de risques et sans empiéter sur leur ligne de crédit, au Canada. Les services d'assurances de plus de \$1,6 milliard fournis en 1979 témoignent de l'importance que revêtent de tels services. Ce chiffre est inférieur au niveau exceptionnellement élevé de \$2,5 milliards atteint en 1978, qui comprenait alors un projet de plus de \$1 milliard de Bell Canada en Arabie Saoudite. Il traduit cependant un taux de croissance soutenu par rapport au volume élevé de \$1,3 milliard réalisé en 1977. Par ailleurs, près de \$430 millions additionnels d'assurances ont été délivrés, en 1979, dans le cadre d'opérations également financées par la SEE, ce qui illustre l'ampleur des montages financiers par lesquels la SEE protège et le financement, et les risques.

...En 1976, la Société a commencé à financer une partie de ses versements en empruntant sur les marchés financiers, publics et privés. En 1978 et 1979, elle a comblé tous ses besoins de trésorerie de cette façon: \$298 millions en 1978 et



Lessiveur en vrac de 50 tonnes, à revêtement en acier inoxydable, prêt à être chargé au poste pour navires rouliers du port de Montréal. Ce lessiveur, fabriqué par Horton/CBI, de Fort Erie (Ont.), est exporté par H.A. Simons (Overseas) Ltd. dans le cadre de l'aménagement d'une grande usine de pâte au sulfite à Ruzemberok (Tchécoslovaquie). Le projet de \$300 millions a été financé par des prêts de \$218 millions de la SEE et de \$80 millions d'un pool de banques canadiennes ayant la Banque de Montréal comme chef de file.

\$576 millions en 1979, soit \$1,3 milliard en tout, depuis 1976.

Du fait qu'elle peut choisir le moment et le marché les plus appropriés pour ses placements, la Société est en mesure d'obtenir les frais d'emprunt les plus bas possible, notamment à l'étranger. On peut donc dire que les modes d'emprunt de la Société se comparent très favorablement à ceux pratiqués par les années passées, alors qu'elle empruntait à l'État.

Rendement des exportations

Même si, monétairement parlant, les exportations canadiennes ont connu un rendement satisfaisant en 1979, leur croissance en termes de volume s'est maintenue à la baisse, et ce, pour plusieurs raisons. Il y a, tout d'abord, le ralentissement de la croissance économique dans les pays industrialisés, lesquels constituent nos principaux marchés. Depuis 1974, c'est-à-dire depuis que l'on a commencé à ressentir les effets de la hausse du prix du pétrole provenant des pays de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), le taux de

croissance moyen traditionnel a presque diminué de moitié. De plus, la croissance du commerce mondial a baissé lorsque les pays importateurs de pétrole ont cherché à réduire le déficit de leur balance des paiements causé par la hausse du coût de l'énergie.

Ce qui est cependant plus grave pour le Canada, c'est qu'il ait continué à voir se rétrécir sa part relative du commerce mondial, qui est passée de 5 p. cent en 1975 à 3,9 p. cent en 1979. Ici encore, cela s'explique par la baisse de la demande sur nos marchés traditionnels et par l'âpre concurrence qui se manifeste sur les nouveaux marchés, notamment dans les pays de l'OPEP.

Il ne semble pas que l'on puisse s'attendre, en 1980, à une amélioration de la conjoncture économique mondiale. Dans l'ensemble, le taux de croissance du PNB des pays de l'OCDE devrait ralentir à moins de 1 p. cent, contre près de 3 p. cent en 1979. Aux États-Unis, qui absorbent environ 70 p. cent des exportations canadiennes, les perspectives de croissance économique soutenue sont fort incertaines. Quant au volume des exportations pour les pays de l'OCDE, l'ensemble du commerce mondial pourrait ne croître que de 3 p. cent, par rapport à 5 p. cent en 1979, à cause d'un ralentissement du taux de croissance dans chacun de ces pays et d'un fléchissement de la demande de la part des pays en développement, non producteurs de pétrole.

Les exportateurs canadiens devront conjuguer leurs efforts, ne fût-ce que pour maintenir, en termes réels, les niveaux atteints en 1979. La récession que connaîtront les États-Unis pourrait entraîner une baisse de notre volume d'exportation vers ce pays. On devrait assister à une hausse des exportations canadiennes vers les autres pays; mais là encore, compte tenu de l'accroissement prévu des exportations d'autres pays concurrents orientés vers les marchés étrangers et de la croissance limitée du marché, ce sera un réel défi que de dépasser, en 1980, la croissance de 24 p. cent en dollars actuels atteinte en 1979. Il faudra aussi compter avec un ralentissement éventuel du processus décisionnel dans les projets de grande envergure. Il s'ensuivra une baisse de la demande générale pour les exportations de biens d'équipement essentiels qui engendrent des emplois et pour les produits de la technologie de pointe, deux secteurs qui ont d'importantes retombées

(suite à la page 8)